


A quand l'étincelle de la révolution ?

Il est urgent de rompre avec l'emprise de la finance

Où mène le terrorisme ?

A quand l'étincelle de la révolution ?

A laisser se creuser l'écart entre quelques privilégiés et les classes moyennes, la France s'expose à des secousses incontrôlables

 **J**'ai naguère été le président du plus grand groupe industriel français, la Compagnie générale d'électricité (CGE), dont les filiales les plus prestigieuses étaient Alstom, devenue Alstom, Framatome, devenue Areva, la SGE, devenue Vinci, les Câbles de Lyon, devenus Nextrans, CGEE Alstom devenue Cegetel, la SAFT, leader mondial dans le domaine des accumulateurs alcalins, et Alcatel, numéro un mondial dans le secteur des télécommunications. Toutes ces sociétés étaient hautement profitables.

L'ancienne CGE a pris aujourd'hui la dénomination d'Alcatel ; ses activités et ses actifs ont été vendus pour faire face à ses pertes et assurer la prospérité matérielle et morale de ses dirigeants. C'est avec quelque nostalgie que j'ai assisté au naufrage d'Alcatel et que j'assiste à la déchéance politique et économique de notre pays. Le seul élément nouveau, avec l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, est qu'on parle de réforme à longueur de discours, mais qu'on se refuse à viser les deux seuls objectifs de réforme qui permettraient d'arrêter le déclin, à savoir l'équilibre des comptes et la maîtrise de la dette.

Or la situation de la France présente quelques singularités inquiétantes. Tout d'abord, la rémunération des présidents des grands groupes cotés et les parachutes dorés dont ils bénéficient. Nicolas Sarkozy, au cours de la campagne électorale, avait promis de les supprimer : à tout le moins aurait-il pu les cantonner. Les quelques scandales qui sont apparus au grand jour, qu'il s'agisse de Philippe Jaffré à Elf, d'Antoine Zacharias à Vinci, de Daniel Bernard à Carrefour ou de Jean-Noël Forgeard à EADS, ont ému l'opinion publique et ont provoqué un sentiment de révolte chez les cadres, y compris les cadres supérieurs et la maîtrise, qui ont découvert avec ahurissement les sommes exorbitantes que se faisaient allouer leurs dirigeants.

Depuis, rien n'a changé, sauf dans le sens de l'outrance : les parachutes dorés continuent à proliférer en nombre et en montant chez les entreprises du CAC 40. Les rémunérations des mandataires sociaux croissent pendant que les salaires des

cadres stagner et leur pouvoir d'achat régresser. L'affaire des parachutes dorés a donc une portée psychologique considérable, et je ne comprends pas que le président de la République n'ait pas saisi l'occasion de faire un geste hautement symbolique vis-à-vis de l'ensemble des salariés, en cantonnant des avantages extravagants que rien ne justifie et en fiscalisant les stock-options des dirigeants d'entreprises cotées.

L'écart ne cesse de se creuser entre les salariés et la petite classe de privilégiés, protégés par le pouvoir, dont le nombre et la fortune croissent rapidement. Nous sommes, à n'en pas douter, dans une période prérévolutionnaire, au sens de 1789. Les cadres et, d'une façon plus générale, les classes moyennes, seront demain, comme les bourgeois naguère, les catalyseurs de la révolution.

La France est obligée de faire des réformes et donc de créer des mécontentements dans un contexte économique mondial incertain et avec une situation financière nationale catastrophique. Il y aura de plus en plus de revendications et de moins en moins de moyens capitalistes pour les satisfaire et de moins en moins de moyens policiers pour les endiguer. Une étincelle suffira pour déclencher des mouvements irréparables.

Autre singularité : la façon dont la France aborde le problème de la mondialisation, considérée comme la cause de tous nos maux. On admet qu'elle est inéluctable, mais on essaie de s'y opposer par tous les moyens. Comme on a hélas coutume de le faire dans ce pays, on s'attaque davantage aux conséquences qu'aux causes, à savoir les délocalisations, qui se traduisent bien entendu localement par des réductions d'emplois. Ainsi, voit-on le président de la République se déplacer en Lorraine pour promettre une subvention publique à un groupe indien et l'Etat prendre une participation auprès d'un groupe sud-coréen dans les chantiers de l'Atlantique, afin de constituer avec Alstom une minorité de blocage - à quoi cela sert-il ? - et on est consterné lorsqu'on apprend que le groupe français a l'intention de vendre sa propre participation.

Dans ce domaine comme dans d'autres, l'attitude de l'Allemagne est instructive : la mondialisation y est considérée comme un moyen d'accroître la compétitivité des entreprises et, par voie de conséquence, d'améliorer la balance commerciale du pays. Il est clair que, lorsqu'une entreprise a la possibilité de faire fabriquer tel composant ou tel sous-ensemble à moindre prix dans un pays

à faible coût de main-d'oeuvre, elle doit la saisir : cela lui permet de rester mondialement compétitive pour la vente de systèmes ou d'équipements.

Mais, me direz-vous, quid des PME qui seront ainsi privées des sous-traitances des grandes entreprises ? C'est typiquement un contre-sens, que j'illustrerai par deux exemples. D'une part, la CGE avait naguère deux filiales qui étaient numéro un en France pour la fourniture d'accumulateurs aux constructeurs automobiles. En s'internationalisant, ceux-ci ont été conduits à créer des usines à l'étranger. Leurs sous-traitants les ont accompagnés, ce qui leur a permis de s'internationaliser à moindre coût et à moindre risque et d'améliorer du même coup la compétitivité et le volume d'activités de leurs usines françaises. D'autre part, les PME allemandes se portent fort bien de l'ouverture des frontières, sont beaucoup plus compétitives et beaucoup plus exportatrices que les PME françaises, et l'écart ne cesse de se creuser avec la mondialisation. Il est clair que la France est à contre-sens dans l'histoire. Il faudra savoir changer de mentalité ou accepter le déclin, qui sera rapide.

Troisième singularité que je n'arrive pas à m'expliquer : notre approche économique de l'Europe, et plus spécialement des conséquences de la création de l'euro. Il est clair que, lorsque deux pays ont une monnaie commune et des politiques économiques divergentes, leurs relations s'établissent *mutatis mutandis* comme celles de deux sociétés capitalistes concurrentes. Le pays le mieux géré dégage des résultats qui lui permettent de financer ses travaux de recherche et développement, d'améliorer sa productivité et ainsi d'accroître sa compétitivité ; son faible endettement lui permet de réduire ses coûts et de renforcer son indépendance et sa capacité exportatrice, tout en ayant une politique salariale décente.

A-t-on imaginé à quoi conduit en termes économiques et sociaux la coexistence, avec une monnaie unique, d'une Allemagne florissante aux comptes équilibrés, avec une dette maîtrisée, un commerce extérieur excédentaire, et une France aux abois, plombée par des déficits chroniques et tétanisée par des promesses non suivies d'effet et par le sentiment d'injustice du pouvoir.

Il suffit de constater la situation catastrophique et non maîtrisée de notre commerce extérieur pour mesurer les conséquences de cette situation de " faillite ", comme la définit le premier

ministre. L'euro condamne la France à équilibrer ses comptes et à réduire sa dette non pas en 2012, mais dans les plus brefs délais, car on assiste à un déplacement continu de croissance, de pouvoir d'achat et d'exportations à l'intérieur de l'Europe en direction de l'Allemagne. Cet objectif peut être atteint à condition d'oser s'attaquer à un certain nombre de privilèges dans un esprit de justice. Cela nécessite courage politique et intelligence économique.

Autre étrangeté : on ne peut dans le même temps expliquer aux Français que notre redressement économique implique une réduction drastique du nombre de fonctionnaires avec le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux, et, dans le même temps, ignorer le système d'aides aux entreprises - subventions et déductions fiscales - qui constituent un gisement d'économies beaucoup plus important et qui a un besoin urgent d'être réorganisé et modernisé. La réduction du nombre de fonctionnaires ne doit pas être un objectif en soi, mais le résultat d'une réorganisation en profondeur de l'administration. De même, la réduction du volume des aides doit s'accompagner d'un redéploiement s'inscrivant dans la nouvelle donne européenne et mondiale.

Dans les deux cas, il y aura des oppositions. Mais il est clair que la réforme simultanée de ces deux systèmes serait juste et aurait un impact significatif sur le déficit et sur la dette. S'attaquer aux seuls fonctionnaires constitue une injustice.

Dans le même esprit, le gouvernement a renoncé à mettre de l'ordre dans les niches fiscales, dont les bénéficiaires lui sont proches, et envisage de s'attaquer aux niches sociales. Or les niches fiscales constituent un privilège scandaleux au profit des plus favorisés et une remise en ordre, organisée et juste, conduirait à des économies très importantes et serait un acte majeur de justice sociale. S'attaquer aux niches sociales, c'est s'attaquer aux plus démunis en adaptant une terminologie qui donne l'impression qu'il y a là aussi des privilèges exorbitants, ce qui reste à démontrer.

En tout cas, la mise en application n'aura pas tardé : le gouvernement vient d'annoncer la taxation de l'intéressement et de la participation, donc des cadres, sans toucher bien entendu aux parachutes dorés et aux stock-options qui les accompagnent. Trop d'injustices tuent l'injustice et donc toute possibilité de contestation démocratique.

Georges Pébereau

Président d'honneur d'Alcatel

[◀ article précédent](#)

[article suivant ▶](#)